Réveiller le démon: Impact du désarmement forcé sur les civils dans les Kivus

Les opérations militaires lancées contre les FDLR depuis le début de 2009 ont été présentées comme une tentative pour l'unité (Umoja Wetu) et la paix (Kimia II) qui ont si longtemps été éludées à l'est de la RDC[1]. De ce fait elles ont reçu un important soutien de la part de la communauté internationale, en particulier au travers de la force de maintien de la paix de l'ONU, la MONUC. Des avertissements ont été lancés à plusieurs reprises quant aux conséquences potentiellement dévastatrices auxquelles les populations civiles doivent faire face, et au danger que constitue l'idée qu'il s'agit du « prix à payer pour faire la paix ». En mai 2009, Oxfam et un certain nombre de ses partenaires se sont entretenus avec des habitants de certaines régions du Nord et du Sud Kivu, où ce prix est justement en train d'être payé.

Ce rapport reprend les conclusions importantes d'une évaluation de protection réalisée par Oxfam et un certain nombre de ses partenaires au cours de la deuxième moitié de mai 2009. Les menaces, les auteurs de délits et les solutions décrites dans ce rapport sont exprimés tel que les participants à l'enquête nous les ont signalés et traduisent la perception des 569 personnes vivant dans 20 communautés du Nord et du Sud Kivu, affectées par les opérations conjointes. Les noms des localités et des participants (y compris des partenaires) resteront anonymes afin de garantir la confidentialité et la sécurité des personnes impliquées dans l'évaluation.

Les témoignages de ces 20 communautés ont fait ressortir un certain nombre d'éléments importants concernant les opérations conjointes:

- **Les opérations ont engendré une montée de la violence contre les civils dans toutes les régions affectées**, y compris là où aucune offensive à l'encontre des FDLR n'avait encore été menée, au moment de l'enquête.
- **Cette violence est souvent la conséquence directe des opérations**, ainsi on note que de plus en plus d'attaques de représailles sont menées de part et d'autre à l'encontre des communautés, tout comme une recrudescence des abus causés par l'important déploiement militaire.
- **A cela vient s'ajouter les problèmes liés à l'intégration rapide** des combattants des milices au sein de l'armée, qui a été menée parallèlement lors du déploiement des FARDC pour les opérations, et par l'échec des mécanismes de protection et de justice.
- Tout cela engendre d'importantes conséquences indirectes, puisque les **opérations ont engendré de nouvelles opportunités d'abus** commis par toute une série d'acteurs.

'Ils veulent notre mort': La montée des violences menées par les FDLR.

Les populations ont souligné une augmentation des attaques de civils par le FDLR en réponse aux attaques militaires menées à son encontre depuis le début de l'année. Ces attaques ont été particulièrement violentes à Lubero et dans certains régions de Rutshuru et de Masisi, qui ont été le théâtre d'opérations dans le cadre de Umoja Wetu et Kimia II depuis février 2009. alors qu'auparavant il existait une forme de cohabitation avec des FDLR, la population a souligné que le nombre d'attaques directes des FDLR à l'encontre des populations civiles s'est largement accru, souvent en représailles d'une collaboration présumée avec les FARDC. Les pillages violents, les meurtres et les menaces de mort, les violences

[1] Umoja Wetu ('notre unité' en Swahili) était l'offensive conjointe Congolais-Rwandais contre les FDLR en février 2009; Kimia II ('kimia' signifie 'paix' ou 'calme' en Lingala et Swahili) est l'opération conjointe FARDC-MONUC lancée à ce moment là.

sexuelles à l'encontre d'hommes et de femmes et le racket armé au niveau des barrages routiers ont tous augmenté ; a Lubero, seule une des 56 personnes interrogées a dit qu'elle se sentait plus en sécurité comparé à l'année dernière. D'après un des groupes, "avec leurs opérations militaires ils ont réveillé un démon qui sommeillait".

Dans le sud Kivu, bien qu'aucune offensive à l'encontre des FDLR n'ait encore été menée au moment du sondage, Kimia II avait déjà un impact négatif sur la population. A Mwenga en février 2009, les populations qui avaient participé à une enquête antérieure ont souligné que la violence des FDLR avait diminué à la suite de la mise en place d'un compromis qui permettait aux chefs locaux de collecter des denrées alimentaires ainsi que de l'argent auprès des villageois pour eux ; au mois de mai, les villages avoisinants signalèrent de nombreux cas de violences sexuelles, de menaces de morts et de pillages violents. Il a été établi que des personnes ont été tuées car elles avaient dit au groupe de retourner au Rwanda. Il a également été signalé que les barrages routiers du FDLR se sont multipliés à la suite de l'annonce de Kimia II, extorquant des fonds en espèce ou en nature, ce qui a pour conséquence d'appauvrir les ménages, renforçant ainsi l'insécurité alimentaire en empêchant les populations d'avoir accès à leurs champs.

A la suite du début des opérations dans le Nord Kivu, l'arrivée de nouveaux contingents du FDLR dans le nord du Sud Kivu en février 2009 a engendré de nouvelles tensions dans des régions qui avaient déjà enregistré de nombreux cas d'abus commis par plusieurs groupes armés. Les habitants des villages nous ont alors dit qu'ils avaient été menacés d'être torturés s'ils n'acceptaient pas de payer régulièrement un tribut de farine de manioc, d'huile de palme et des haricots aux combattants des FDLR. Dans ce contexte, la torture est une menace à prendre au sérieux: deux communautés du territoire de Mwenga ont souligné l'existence de chambres de torture souterraines que les FDLR auraient utilisés, tandis qu'à Kabare il a été signalé que des personnes auraient été enterrées vivantes jusqu'à ce qu'elles acceptent de payer une « amende » en échange de leur relâche. Encore plus à l'écart des opérations militaires, dans le territoire d'Uvira, dans le sud du Sud Kivu, un chef ainsi qu'un conseiller local ont affirmé à des chercheurs qu'ils avaient reçu des menaces des FDLR et qu'ils avaient été accusés de collusion d'intérêt à la suite de la mise en œuvre de Kimia II ; tous deux ont alors décidé de ne plus dormir chez eux afin d'éviter d'être la cible d'une attaque.

'Aucune différence entre eux': les abus des FARDC

Malheureusement, les témoignages des communautés confirment des informations d'autres sources selon lesquelles les FARDC ont commis des abus graves pendant leur déploiement contre les FDLR, y compris **des meurtres, des viols et de violents pillages**. Une communauté a même souligné qu'elle se sentait plus en sécurité quand les FARDC n'étaient pas dans la région: en l'espace de deux jours deux civils, une femme et un enfant, ont été tués par les soldats et les pillages sont devenus monnaie courante, et sont de plus en plus associés à une importante violence. Dans le territoire de Lubero en avril, des soldats des FARDC ont volé une femme et l'ont ensuite tuée parce qu'elle avait reconnu l'un de ses voleurs. Dans les territoires de Beni et de Lubero, les FARDC ont systématiquement été cités comme les principaux auteurs des violences sexuelles en augmentation depuis le début de l'année 2009 et les premiers déploiements pour lutter contre les FDLR. Aussi

Les violences sexuelles ont largement augmenté dans plus de la moitié des communautés affectées par Kimia II, et sont devenues monnaie courante dans les trois-quarts des communautés. Dans une communauté du territoire de Mwenga on a signalé environ deux viols par jour. Les femmes sont les plus menacées, mais les enfants et les bébés constituent également la cible de certaines attaques, et ce dans toutes les communautés interrogées dans le Grand Nord. Les populations ont décrit des actes d'une atroce brutalité et aux conséquences épouvantables pour les survivants. Dans le territoire de Kabare, au Sud Kivu, une femme s'est suicidée après un viol brutal en mars. En avril, des pilleurs dans le territoire de Beni ont violé l'ensemble des passagers d'un bus et les ont ensuite forcé à se violer entre eux.

bien les filles que les femmes sont les cibles de ces attaques puisque mêmes des enfants de 4 ans ont été pris pour cibles. Un certain nombre de témoignages ont confirmé que Kimia II a servi de prétexte pour brûler des champs et expulser des populations civiles de leur champ ainsi que de leur lieu de résidence sous la menace des armes ; dans certains régions du Petit Nord Kivu, des salles de classe de certaines écoles ainsi que des locaux appartenant à des églises ont été occupés manu militari par les FARDC. Le travail forcé ainsi que les traitements dégradants constituent une caractéristique des mouvements et des déploiements des troupes: principalement des hommes et des adolescents, mais aussi quelques femmes et enfants sont forcés de porter de lourdes charges et d'accomplir d'autres tâches et quiconque résiste s'expose au risque d'être battu et à l'humiliation publique Dans bien des cas, les unités des FARDC impliquées dans les pires cas d'abus sont celles qui avaient déjà un lourd passif en termes de violations des droits de l'homme, dont plusieurs ONG ainsi que la MONUC avaient déjà fait état. De ce fait, il n'est pas surprenant que plusieurs personnes interrogées aient exprimé leur manque de confiance en les capacités de leurs propres forces armées à les protéger, quand eux-mêmes ne se « comportent pas différemment des FDLR ».

Les populations du Sud et du Nord Kivu ont fait état d'agressions à l'encontre des civils par des unités nouvellement intégrées, en particulier des viols, des pillages violents, des traitements dégradants à l'encontre de ceux qui refuseraient de porter leurs affaires. Les retards de paiement des salaires des soldats constituent une source importante des crimes économiques commis: à Masisi, des ex membres des milices, maintenant rattachés aux FARDC justifient la taxation illégale des commerçants en expliquant qu'il s'agit d'une manière de « contribuer » à la satisfaction de leurs besoins. Le fait que les nouveaux venus soient mal payés contribue également à exacerber les tensions ces derniers et ceux qui étaient déjà présents sur le registre de paye, ce qui fait que beaucoup de personnes interrogées dans le Petit Nord ont peur d'une confrontation ouverte qui opposerait les deux camps. En plus de cela, **les groupes de milice réunis pour l'intégration** à Masisi et dans certaines zones de Rutshuru ont eux aussi menés des attaques contre des civils, ainsi que d'importantes extorsions de fonds, et ont mis à feu certains champs.

'Avec nous ou contre nous': des représailles de tous les côtés Dans un climat insidieux de peur qui s'est installé dans la région entière, personne n'est perçu comme étant neutre. Les individus sont cooptés et **des communautés entières sont sévèrement punies par les deux camps car soupçonnées de collaborer avec « l'autre »**. A Lubero, des communautés dépendant de leurs fermes ont décrit comment l'armée brûle les champs quand ils chassent les FDLR et ces derniers font de même en représailles. Là où les FARDC ou les FDLR se déploient, ils exigent des paiements en liquide ou en nature de la population locale, qui sont plus tard brandis comme signe de collaboration par l'autre partie. Chaque localité consultée au nord et au sud du Sud Kivu a exprimé des craintes d'attaques de représailles des deux camps à la suite de Kimia II. Au niveau individuel, des résidents au Sud Kivu ont décrit comment la population locale est utilisée par l'un des camps afin d'espionner l'autre; il a été signalé qu'une personne accusée d'être un informateur aurait été enterrée vivante dans une communauté du Petit Nord.

La violence et des menaces de violence contre des informateurs présumés ne sont que le prolongement de la politique d'intimidation menée au sein de la région où eut lieu l'enquête menée, tant par des groupes armés que des représentants de l'Etat afin de faire taire les plaintes contre les abus commis. Dans certains cas, des menaces de mort et des disparitions ont résulté de cette dénonciation. Cette intimidation fonctionne à travers la communauté pour faire taire les individus qui peuvent attirer une menace collective: A Kabare, toute femme qui dénonce une violence sexuelle était considérée comme une fauteuse de trouble et susceptible d'être menacée, y compris par d'autres femmes.

Les accusations de collaboration sont également utilisées comme prétexte pour extorquer des fonds. Des civils ayant fui la violence des régions aux mains des FDLR

dans le Grand Nord font régulièrement face à des arrestations arbitraires menées par la police et les services des renseignements au motif qu'ils sont soupçonnés de collaborer avec les FDLR et doivent payer des pots-de-vin afin d'être libérés. Au nord du Sud Kivu, il a été signalé que des centaines de personnes déplacées qui ont perdu leurs cartes d'identité dans leur fuite sont accusées d'être des FDLR et doivent payer 2 USD à chaque poste de contrôle des FARDC ou sont tenues de payer des pots-de-vin pour échapper à l'arrestation. D'un autre côté, les communautés de la région au sein de laquelle l'enquête a été réalisée ont signalé que des FARDC, des groupes Mai Mai et des criminels ordinaires se font passer pour des FDLR ou d'autres groupes armés étrangers lorsqu'ils mènent de violents pillages et d'autres attaques de civils.

L'enquête indique aussi **une réapparition de la violence commise par d'autres groupes armés**, dont ceux identifiés par d'autres sources comme s'étant alliés aux FDLR en réaction à l'offensive menée à leur encontre. Dans les territoires d'Uvira et de Fizi, où un constat semblable avait été établi une année auparavant selon lequel la plupart des personnes se sentaient généralement plus en sécurité, cette année une majorité écrasante (85%) a dit que leur sécurité s'était détériorée. Cela est certainement lié à la menace croissante que représente toute une série de groupes Mai Mai responsables de grands pillages, de meurtres, de recrutements forcés, de l'asservissement sexuel et d'autres violences sexuelles. Dans le territoire de Beni, les personnes interrogées ont signalé une extension des zones au sein desquelles les groupes de milices ougandaises opéraient ainsi qu'une augmentation générale du recrutement des milices liée à l'effondrement partiel des accords sur l'intégration au sein des FARDC; des pillages violents et la violence sexuelle régnaient et il a été souligné que les enlèvements et les meurtres constituaient une réponse à la collaboration avec l'armée.

Complètement exposé: Échecs de la justice et de la protection Dans chaque localité, la majorité des populations interrogées ont affirmé qu'elles se sont senties moins en sécurité cette année que l'année dernière. Faisant face à une violence grandissante, à des extorsions et à des menaces, les communautés à travers la région au sein de laquelle l'enquête a eu lieu se sont plaintes d'un échec tant des mécanismes de justice que de protection. **La confiance en les FARDC a été mise à mal par les abus importants** rapportés dans presque chaque communauté, bien qu'au Nord Kivu il a été admis que leur présence a eu un effet dissuasif pour les groupes de milices, et la discipline de la 17ème Brigade au sud du Nord Kivu a été très appréciée. Dans certaines régions il a été souligné que la Police Militaire avait été efficace dans la mesure où elle avait permis d'atténuer le nombre d'exactions des FARDC à l'encontre les civils. **La police était considérée aussi comme étant corrompue, mais aussi comme manquant de personnel et mal équipée** pour offrir la protection ou appliquer la loi. Dans une communauté au Sud Kivu où la violence sexuelle contre les femmes, les hommes et les enfants est importante, le pillage armé est devenu monnaie courante et la torture ainsi que les menaces de mort ont augmenté depuis le lancement de Kimia II. Les personnes interrogées ont décrit comment les quatre agents de police de la ville ont dû partager deux fusils et un seul uniforme. Ailleurs il nous a été expliqué que les chefs locaux et les représentants de

Les personnes déplacées retournées sont particulièrement en danger dans certaines parties du Nord Kivu. Elles font face à la violence et à l'extorsion de fonds des FARDC, des services de renseignement ou d'autres autorités de l'Etat soutenant les FDLR, ou d'autres membres de la communauté hôte qui les soupçonnent de vol et de collaboration avec différents groupes armés. Les personnes déplacées interviewées ont suggéré qu'aucun vol n'a été occasionné par un manque d'assistance. Dans certaines régions du Petit Nord, des tensions avec les « communautés hôtes » ont fait que certaines personnes interrogées ont expliqué que certaines personnes déplacées ont probablement été forcées de partir.

l'Etat avaient tendance à passer la nuit loin des villages, de peur qu'ils soient eux-mêmes des cibles de violence. La protection internationale était aussi largement absente, bien que dans la région des Hauts-plateaux du Sud Kivu il a été établi que l'intervention des soldats de la force de maintien de la paix entre les groupes rebelles a empêché la mort d'un grand nombre de civils. **Les personnes interrogées ont généralement souligné que la MONUC avait un impact limité**, puisque sa présence est rare au-delà des routes principales et qu'elle communique mal avec les civils, notamment en termes de sécurité. Aucune indication n'a été apportée quant au changement de position de la MONUC quant à la dépendance de longue date des patrouilles motorisées, alors qu'elle constitue une des critiques majeures formulées à l'encontre de la MONUC: 'Ils font cela pour rester en bonne santé,' ont expliqué avec dédain des femmes d'une communauté.

Faute d'une autorité publique efficace, il est clair **que les civils sont laissés à la merci des administrations parallèles**. Dans certaines parties du territoire d'Uvira, des litiges sont portées devant les tribunaux des FDLR, tandis que les troupes qui attendent l'intégration à Masisi imposent des taux de taxation illégale élevés et il a été souligné que certains chefs traditionnels dans le territoire de Beni ont été impliqués dans la paie des milices.

Paix et protection: Nouvelles voies Quand on leur a demandé ce qu'ils voulaient dans ces circonstances, la première pensée des populations était généralement d'être débarrassée de différents groupes de milices, étrangers et Congolais, de leur milieu. Cependant les opinions ont divergé sur comment cela devait se faire. Des 14 communautés affectées par la présence des FDLR, 10 ont spécialement demandé leur retour *volontaire* et leur rapatriement, 9 étaient plutôt en faveur du dialogue inter-Rwandais, tandis que seulement deux communautés ont soutenu le désarmement forcé. Dans toutes les communautés consultées qui ont été directement affectées par Kimia II et Umoja Wetu, il y avait des demandes **de dialogue et de rapatriement pacifique des groupes armés étrangers** et dans quatre des six localités couvertes du sud du Nord Kivu, les personnes interrogées sont allées jusqu'à demander que l'action militaire contre les FDLR soit abandonnée. La préférence pour une solution négociée a eu tendance à être plus élevée là où il y avait des niveaux importants de mariages entre des membres des milices et des membres de la communauté, mais ceux qui étaient consultés ont aussi indiqué la souffrance des civils causée par les opérations jusqu'à présent et se sont interrogés quant aux capacités des FARDC de désarmer des groupes de milices par la force. 'Les unités impliquées pillent et violent de la même façon que ceux qu'ils essaient de désarmer,' nous a-t-on dit. 'Étant donnée la manière dont les choses se passent, c'est la population qui souffre.'

Plus généralement, une demande unanime a été exprimée afin que **la justice et l'autorité publique** soient restaurées et que les représentants de cette autorité reçoivent un salaire ainsi qu'une formation adéquate, y compris une formation sur leurs droits et responsabilités. Partout, l'amélioration de **la discipline, du salaire et de la formation des FARDC** était une préoccupation extrêmement importante. Nous **avons également appelé à ce que la MONUC augmente sa présence** dans les villages excentrés et les routes principales, **améliore la communication avec les communautés** et mène plus de patrouilles conjointes avec les FARDC ou la police.

Parler directement: Conclusion Dans chaque communauté étudiée, la majorité de la population s'est sentie moins en sécurité cette année que l'année dernière. 'Kimia', le nom de l'opération actuelle des FARDC-MONUC contre les FDLR, peut aussi être traduit comme 'taisez-vous', un terme tout à fait approprié en raison des efforts déployés à différents niveaux afin de minimiser son impact négatif ou taire les abus qui sont régulièrement rapportés. La présentation résolument optimiste des résultats dans les capitales régionales et internationales a finalement presque le même effet que l'intimidation délibérée déployée dans les villages. Avec leurs motivations et moyens radicalement différents, les deux servent à étouffer le débat quant à la

souffrance que l'opération provoque directement et indirectement; là où il devrait y avoir un réel débat sur les lignes de conduite alternatives, il n'y a que le silence.

Les témoignages des communautés à travers les régions affectées devraient inciter le gouvernement Congolais et ses partenaires internationaux à agir de manière urgente afin d'atténuer l'impact de Kimia II, y compris l'offre d'une priorité réelle à la planification pour la protection des civils et la bonne application de la justice militaire. Ceux qui subissent une violence directe des FDLR peuvent demander des moyens non violents pour garantir leur démobilisation, en même temps, ils devraient encourager une réflexion plus holistique parmi ceux qui ont promu une stratégie à une seule voie, focalisée sur l'action militaire sans investissement réel dans des mesures d'accompagnement afin de garantir une solution politique durable. Sur cette base, Oxfam se prononce en faveur des recommandations suivantes:

- **Le gouvernement Congolais devrait clairement mener des actions afin de minimiser l'impact négatif de Kimia II sur les civils**, en incluant une évaluation beaucoup plus consciencieuse des risques qu'encourent les civils tant au cours de la planification que de l'exécution de l'opération, et la garantie d'un suivi et d'une application rigoureuse des sanctions appropriées pour toute violation du droit international humanitaire par ses forces. De bonnes pratiques par des FARDC individuels et des unités Militaires de La police devraient être soutenues et répliquées.
- **La MONUC devrait établir et contrôler des indices de référence clairs pour un appui continu aux opérations**, en mettant en œuvre sa propre responsabilité de garantir le respect du droit international humanitaire ainsi que le droit international des droits de l'homme.
- Les gouvernements régionaux et leurs partenaires internationaux devraient d'urgence **augmenter les ressources, déployer et développer les instruments non-militaires existants pour encourager au maximum le désarmement volontaire** et explorer activement des options non-militaires supplémentaires, y compris une série complète de mesures pour promouvoir et faciliter le retour ou l'intégration de ceux qui acceptent d'être désarmés.
- **La MONUC devrait garantir qu'une réelle priorité soit donnée à une stratégie DDRRR dans la planification et au cours de la mise en œuvre des opérations,** et étendre et systématiser ses efforts actuellement inégaux afin de fournir **une présence protectrice visible dans les régions qui en ont le plus besoin.**
- **Le Conseil de Sécurité de l'ONU devrait garantir que la MONUC ait des ressources adéquates pour protéger les civils**, y compris par le déploiement de 3.000 soldats des forces de maintien de la paix supplémentaires autorisé il y a sept mois ainsi qu'une augmentation urgente du recrutement du personnel civil spécialisé afin d'étendre la couverture des équipes conjointes de protection.
- Le gouvernement Congolais et ses partenaires régionaux et internationaux devraient d'urgence renouveler leur investissement dans des efforts inclusifs **pour s'attaquer aux causes structurelles de conflit à l'est de la RDC,** y compris les questions liées à la répartition de la terre, des moyens de subsistance, du contrôle des ressources et de la représentation de toutes les communautés.
- **Toutes les parties doivent respecter leurs obligations conformément au droit international humanitaire** et toute allégation de crimes de guerre devrait être soumise à une enquête indépendante, de haut niveau et urgente.

© Oxfam International juin 2009

Ce papier a été rédigé par Ellie Kemp et Martin Hartberg avec le soutien des partenaires Congolais d'Oxfam et de Eddie Mackila et Hugues Furuguta. Ce document fait partie d'une série de rapports écrits en vue de contribuer au débat public sur des questions de politique générale en matière de développement et d'assistance humanitaire.

Le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagnes, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le titulaire des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit signalée, à des fins d'évaluation de l'impact. Pour le copier dans d'autres contextes ou pour le réutiliser dans d'autres publications, ou encore pour le traduire ou l'adapter, l'autorisation préalable devra être obtenue et un paiement devra éventuellement être versé. Veuillez envoyer un e-mail à publish@oxfam.org.uk

Pour obtenir un complément d'information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un e-mail à eveline.rooijmans@oxfamnovib.nl

Les informations contenues dans la présente publication sont correctes au moment de mettre sous presse.

www.oxfam.org